

décembre 1951, année où le Règlement sur le contrôle des changes a été révoqué par le gouverneur en conseil, mettant ainsi fin à la période de contrôle qui durait depuis 1939. La Loi sur le contrôle des changes a été abrogée en 1952. Le 2 mai 1962, le ministre des Finances annonçait que le dollar était stabilisé à une valeur fixe au pair de 92½ cents en monnaie américaine. Cette mesure a été prise avec l'assentiment du Fonds monétaire international (FMI) et, conformément aux Articles d'accord de cet organisme, le gouvernement canadien s'est chargé de maintenir le cours du dollar dans une limite de 1% en plus ou en moins de la valeur au pair établie.

Le 31 mai 1970, le gouvernement du Canada annonçait sa décision de ne pas maintenir pour le moment le cours du dollar canadien dans la limite de 1% au pair prescrite par le FMI. Le tableau 21.35 indique les fluctuations du dollar ÉU, exprimées en monnaie canadienne, de janvier 1968 à décembre 1975. Des renseignements sur les réserves internationales officielles du Canada et sur les opérations non exécutées en dollars ÉU sont donnés au tableau 21.36.

21.5 Bilan canadien des investissements internationaux

Le Canada figure parmi les plus grands importateurs de capitaux au monde, la demande de ressources réelles provenant de l'étranger ayant été associée à des déficits persistants en compte courant et à des entrées nettes de capitaux. Cette constante a cependant été interrompue par d'importants excédents en compte courant en 1970 et 1971, et par un excédent beaucoup moins considérable en 1973. En 1974, on a enregistré un déficit du compte courant de \$1.5 milliard, suivi en 1975 d'un déficit sans précédent de \$5.0 milliards. Outre les entrées de capitaux, qui constituent une contrepartie des déficits nets du compte courant, les gains non répartis des non-résidents jouent également un rôle notable. Ces deux sources de fonds ont favorisé la formation de capital au Canada et stimulé la production, les gains et l'emploi.

D'après les estimations provisoires fondées sur les données disponibles, le solde canadien de la dette internationale a atteint une valeur comptable d'environ \$43 milliards à la fin de 1975. Les investissements étrangers à long terme, qui s'élevaient à \$68 milliards, ont augmenté de plus de \$7.5 milliards par suite surtout d'une entrée de capitaux de portefeuille à long terme et d'un accroissement des gains destinés à des non-résidents. D'autres engagements à long terme, y compris la part de capital que détiennent les non-résidents dans des avoirs du Canada à l'étranger, ont porté les engagements à long terme à environ \$72 milliards. Compte tenu de diverses créances à court terme sur des Canadiens, le total des engagements extérieurs du Canada s'est établi à plus de \$81 milliards.

Les investissements à long terme du Canada à l'étranger ont augmenté de quelque \$2.5 milliards pour s'établir à environ \$21 milliards à la fin de l'année. Les principaux facteurs à l'origine de cette augmentation ont été les sorties de capitaux sous forme d'investissements directs à long terme, le réinvestissement des gains des Canadiens au titre de leurs placements à l'étranger, les crédits à l'exportation, les prêts et souscriptions consentis par le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes financiers internationaux. Des créances à court terme sur des non-résidents, y compris les avoirs des Canadiens en devises étrangères et l'actif monétaire officiel net ont porté le total des actifs extérieurs du Canada à environ \$38 milliards.

Le solde de la dette internationale du Canada s'est accru de \$2.3 milliards pour atteindre \$32.3 milliards en 1973 (tableau 21.32), année la plus récente pour laquelle on dispose de données complètes. L'endettement net du Canada auprès des investisseurs des autres pays a crû presque constamment depuis 1949, année où elle avait atteint son plus bas niveau de l'après-guerre (\$4.0 milliards). En 1973, on a enregistré des augmentations annuelles absolues non seulement en ce qui concerne l'endettement net, mais aussi en ce qui concerne l'actif et le passif bruts; le passif a progressé de \$5.9 milliards, augmentation de loin supérieure au